

350Africa contre-attaque : les négociateurs africains et la controverse des combustibles fossiles à la COP28

Pendant que la COP 28 s'achève avec les tractations de part et d'autre, le Groupe africain de négociateurs a émis une déclaration ferme, soulignant son refus d'accepter tout résultat qui négligerait les priorités de l'Afrique. Parmi ces priorités, le groupe a vigoureusement plaidé en faveur de la mise en place d'un cadre d'adaptation assorti d'objectifs ambitieux et temporellement définis, d'un soutien concret à la mise en œuvre, ainsi que d'un financement concessionnel substantiel en vue d'une transition équitable.



Landry Ninteretse

Soulignant une position délicate, le groupe a également défendu le droit des nations africaines d'explorer l'ensemble de leurs ressources, y compris les combustibles fossiles. Un point de vue qui a fait réagir 350.org à travers son Directeur Régional Afrique. Cette déclaration du groupe des négociateurs risquerait de compromettre les objectifs climatiques et les appels à une élimination équitable des combustibles fossiles lors de la COP 28.

Dans son argumentaire, Landry Ninteretse – Directeur régional, 350Africa.org explique : « Nos dirigeants connaissent très bien le mal que les combustibles fossiles font à nos communautés. Les voix de nos populations qui souffrent de l'aggravation des impacts des combustibles fossiles devraient leur servir de guide dans ce processus et ils doivent agir dans l'intérêt de la population. »

En évoquant l'équité et la différenciation comme les clés de la transition énergétique, il met en garde contre la dépendance à l'égard des combustibles fossiles qui rendrait vulnérable notre avenir et ne procurerait pas de bénéfices concrets pour la vie quotidienne et les moyens de subsistance des communautés. C'est pourquoi, selon lui, plutôt que de lutter pour l'exploration des ressources fossiles polluantes, il faut appeler les pays développés à fournir un financement adéquat et favorable à une transition rapide et équitable pour s'éloigner des énergies fossiles.

Megan Valère SOSSOU

Le RODER Bénin outille ses membres et donne de la voix en faveur des énergies renouvelables

Dans le cadre de son engagement continu pour le développement des énergies renouvelables au Bénin, le Réseau des Organisations pour le Développement des Energies Renouvelables (RODER) a réuni ses membres lors d'une importante rencontre du 30 novembre au 1er décembre 2023 à la Direction de la

Planification Energétique, Electrification Rurale et Réglementation (DPER) Ex Direction Générale des Ressources Énergétiques (DGRE) à Akpapka, Cotonou.



L'objectif principal était de renforcer les connaissances et compétences des participants sur les technologies des biodigesteurs ainsi que sur les techniques de plaidoyer et de lobbying. L'atelier a attiré plus de 25 participants, représentant diverses Organisations de la Société Civile (OSC) et Organisations Non Gouvernementales (ONG) membres du RÔDER Bénin et experts du secteur.

Le représentant de Bio Gaz Bénin a partagé ses connaissances sur les biodigesteurs, mettant en lumière les avantages tels que la valorisation des déchets, l'utilisation d'énergie propre, la production de fertilisants agricoles et la lutte contre les changements climatiques.

Cette session a également offert aux membres du RÔDER

l'opportunité de se familiariser avec les textes régissant leur réseau. À travers des travaux de groupe, ils ont formulé des propositions pour le plan de travail 2024, englobant le renforcement de la visibilité nationale du Roder, le plaidoyer pour l'accès aux énergies renouvelables, et bien d'autres actions. Le Roder dont la coordination est assurée par JVE Bénin accompagné de l'Association Bénin Energie, Right to light et JEVEV ONG.



Suite à ce moment de partage enrichissant, les participants ont initié une caravane en faveur des énergies renouvelables. Ils ont saisi l'occasion pour exprimer leur soutien dans le contexte de la COP 28 à Dubaï aux Émirats Arabes Unis.

Dans une démarche citoyenne et collective, les membres du Roder ont uni leurs forces dans une Caravane de plaidoyer en direction de la COP28. À travers cette mobilisation citoyenne, le Roder a exprimé son plaidoyer en faveur d'une transition énergétique rapide, équitable et durable.

Cette initiative soutenue par le Projet COOP-ARE piloté par le CESA0-AI concrétise l'engagement du Roder Bénin envers la protection de l'environnement, démontrant la puissance collective des OSC et ONG pour influencer positivement les politiques environnementales et promouvoir des pratiques durables.

Megan Valère SOSSOU

Accès à l'énergie au Bénin: Un Eldorado d'opportunités dans les énergies renouvelables malgré les défis à relever

Selon un rapport récent, l'accès de base à l'énergie au Bénin est encore en retard malgré les opportunités offertes par les énergies renouvelables. À l'échelle mondiale, 675 millions de personnes vivent sans électricité, tandis que 2,3 milliards de personnes dépendent de combustibles nocifs pour cuisiner.



Le Bénin se trouve actuellement à mi-parcours de la période fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'Objectif de Développement Durable (ODD) numéro 7 vise à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable. La réalisation de cet objectif aurait un impact considérable sur la santé et le bien-être des populations, en les protégeant contre les risques environnementaux et sociaux, tels que la pollution atmosphérique, et en améliorant l'accès aux soins de santé primaires.

Cependant, selon l'édition 2023 du Tracking 7 SDG: The Energy Progress Report, les efforts actuels ne sont pas suffisants pour atteindre l'ODD 7 dans les délais impartis. Bien que des progrès aient été accomplis dans certains domaines spécifiques, comme l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité, ils restent insuffisants pour atteindre les objectifs fixés dans les ODD.

Par ailleurs, le rapport met en évidence que l'endettement croissant et la hausse des prix de l'énergie compromettent les

perspectives d'accès universel aux modes de cuisson propres et à l'électricité.

Selon les projections actuelles, d'ici 2030, 1,9 milliard de personnes seront toujours privées de modes de cuisson propres et 660 millions n'auront pas accès à l'électricité, à moins que des mesures supplémentaires ne soient prises et que les efforts actuels ne soient poursuivis.

Ces lacunes auront un impact négatif sur la santé des populations les plus vulnérables et contribueront à l'accélération des changements climatiques. L'utilisation de combustibles et de technologies polluants pour cuisiner entraîne chaque année 3,2 millions de décès prématurés dus à la pollution de l'air intérieur, selon l'OMS.

En 2021, 91% de la population mondiale avait accès à l'électricité, soit une augmentation par rapport aux 84% de 2010. Cependant, le rythme de cette progression s'est ralenti entre 2019 et 2021, en particulier dans les zones urbaines. En Afrique subsaharienne, 567 millions de personnes n'avaient toujours pas accès à l'électricité en 2021, soit plus de 80% de la population mondiale sans électricité.

Megan Valère SOSSOU

**Les OSC du Bénin s'unissent
et s'outillent pour la
promotion des énergies**

renouvelables



Il y a plus d'une dizaine d'années qu'il intervient dans le domaine de la protection de l'environnement au sein de la société civile au Bénin. Si Mawusé HOUNTONDJI, Directeur Exécutif de Jeune Volontaire pour l'Environnement Bénin a une leçon à partager avec ses pairs, c'est qu'il faut s'unir pour mieux impacter. A travers son organisation, JVE Bénin ONG, il a su imprimer cette marque en mettant en place avec quatre autres organisations, le Réseau des OSC pour le Développement des Énergies Renouvelables (RODER) dont il est le point focal au Bénin.

Comme Mawusé, Christian HOUNKANNOU du mouvement 350.Africa.org estime aussi qu'il urge de mettre ensemble toutes les compétences acquises individuellement pour des impacts significatifs. Car seul on va vite mais ensemble on va loin a-t-il renchérit.

Ainsi, face aux divers problèmes liés à l'accès à l'énergie, ces organisations sont appelées à entreprendre des actions

concrètes pour promouvoir les énergies renouvelables au Bénin, en particulier à travers des plaidoyers. Cependant, Mawusé HOUNTONDJI souligne qu'il est important de comprendre précisément de quoi il est question avant de mener ces plaidoyers.

C'est pourquoi en organisant l'atelier de renforcement de capacités des organisations de la société civile (OSC) sur les énergies renouvelables à Abomey-Calavi ce vendredi 2 juin 2023, l'ONG Jeune Volontaire pour l'Environnement Bénin en collaboration avec le Réseau des OSC pour le Développement des Énergies Renouvelables (RODER) et l'organisation 350Africa.org ont outillé une vingtaine d'acteurs de la société civile.



« Nous avons voulu bâtir sur l'existant : le RODER afin d'accompagner les initiatives pour véritablement promouvoir les énergies renouvelables et beaucoup plus trouver des solutions aux changements climatiques », a déclaré Christian HOUNKANNOU.

Les participants à l'atelier ont eu l'occasion de prendre connaissance des activités menées par le RODER et le mouvement 350Africa.org dans le domaine des énergies renouvelables au

Bénin. À noter qu'une feuille de route a été proposée à la suite des échanges, et elle sera soumise à l'appréciation des parties prenantes concernant l'évolution des énergies renouvelables au Bénin.

Selon Mawusé HOUNTONDJI, cette feuille de route, qui énonce un certain nombre d'actions à mettre en œuvre, permettra aux OSC d'être mieux informées et d'aider les pouvoirs publics. Hubert AGOSSOU, Directeur des Énergies Renouvelables de la Maîtrise et de l'efficacité Énergétique, qui représentait les autorités publiques lors de cet atelier, a rappelé que la volonté politique d'utiliser massivement les énergies renouvelables au Bénin a été marquée par l'adoption de la politique de développement de l'électrification hors réseau. Il reste convaincu que la valorisation des énergies renouvelables contribuera à accélérer l'accès aux services énergétiques modernes pour la population.

Les acteurs de la société civile ayant participé à cette rencontre, désormais mieux préparés, ont réaffirmé leur volonté et leur engagement à œuvrer en faveur du développement des énergies renouvelables. Une preuve que l'union fait la force.

Megan Valère SOSSOU